

BÉJAÏA

La population de Oued Ghir ferme et la RN 12 et la voie ferrée

L'ébullition est à son comble dans les localités de Béjaïa pour de multiples revendications. Hier, pas moins de trois actions de rue ont eu lieu dans deux communes, à savoir Oued Ghir et Toudja, provoquant d'importantes perturbations, notamment dans la circulation automobile.

La première devant l'insistance des autorités de la wilaya de Béjaïa pour la réouverture du CET de Oued Ghir, implanté à quelques encablures de la future nouvelle ville de Sidi Boudrahem, que les citoyens rejettent catégoriquement. Une imposante manifestation populaire s'est tenue sur la RN 12 à l'entrée du chef-lieu de Béjaïa, provoquant une indescriptible pagaille sur cet important axe routier desservant Béjaïa-Alger et Béjaïa vers Tizi-Ouzou.

Des milliers d'automobilistes sont

pris au piège de cette protestation citoyenne, à laquelle se sont joints de nombreux villageois de la commune de Oued Ghir et autres associations caritatives notamment celles prônant la préservation de l'environnement et la santé publique.

Un autre groupe d'environ 200 personnes s'est rassemblé sur la voie ferrée traversant la localité, dont on a appris sa fermeture à partir d'aujourd'hui et ce, jusqu'au fléchissement des autorités.

«Ne jouez pas avec la santé des

citoyens» «Halte ! ça suffit» telles sont les pancartes portées par cette population qui ne jure que par la fermeture définitive de cette décharge qui, il faut le noter, est dépourvue de toutes les commodités d'un vrai centre d'enfouissement technique, à savoir un centre de tri, une station d'épuration et un pulvérisateur de fumée.

Le CET en question avait été inauguré, pour rappel, quelques jours après l'arrivée du nouveau wali Ould Salah Zitouni, et ce, malgré les recommandations de l'ex-ministre de l'Environnement Dalila Boudjemâa de ne plus activer le centre en question sans les indispensables compartiments cités.

Le dépotoir n'a cependant pu résister devant l'afflux incessant des milliers de tonnes de déchets ména-

gers et autres du chef-lieu de Béjaïa et des communes avoisinantes, en dégageant des fumées, des puanteurs asphyxiantes et des quantités considérables de lixiviat qui échappent des minuscules bassins implantés à la périphérie du CET et se déversent directement sur la végétation.

Consécutivement à ces déboires, la société civile s'est mobilisée depuis une dizaine de jours, après avoir organisé des sit-in de protestation et fermé le même axe routier à plusieurs reprises pour revendiquer les infrastructures manquantes, sinon la fermeture du site.

Ne voyant rien venir à l'horizon, la population a décidé de passer à l'action en mobilisant des centaines de jeunes volontaires à se relayer pour la barricade de l'entrée de la décharge

et ensuite procéder à la fermeture de la route nationale jusqu'à la satisfaction de leur unique revendication, à savoir un arrêté de fermeture définitive de la décharge.

A Toudja, la population, devant l'impraticabilité de la majorité de ses routes communales et le manque flagrant d'infrastructures indispensables à l'utilité publique, a procédé hier matin, à son tour, à la fermeture du siège de la mairie.

Un rassemblement de plusieurs dizaines de citoyens s'est tenu en marge de la manifestation pour exiger des autorités de la wilaya leur intervention aux fins de régler les problèmes de leur cité «tristement» délaissée depuis plusieurs années et en marge de tout développement.

Kamel Gaci

OUM-EL-BOUAGHI

La Société de distribution de l'Est «SDE» cible les établissements scolaires pour prévenir contre les risques d'asphyxie

Dans un communiqué transmis à notre journal en ce début de semaine par M^{me} Benzelikha N., chargée de la cellule de communication au niveau de la Société de distribution de l'Est «SDE», nous avons appris que les services de la Sonelgaz ont organisé des portes ouvertes aux écoliers et collégiens pour les sensibiliser contre les risques et les dangers du gaz.

Selon le communiqué, cette manifestation qui coïncide avec la clôture de la campagne lancée durant pratiquement toute la période hivernale, et coïncide aussi avec la

célébration de la Journée du savoir, a ciblé sciemment cette couche de la population pour servir de relais et transmettre les messages dans les foyers.

Les écoliers ont eu à

visiter sous la direction d'un guide toutes les structures de la direction et se familiariser avec le langage des spécialistes qui leur ont expliqué les dangers qui peuvent être provoqués par de simples négligences domestiques.

Les visites ne se sont pas limitées uniquement aux côtés négatifs causés par les accidents et les risques, car les cadres de cette société ont aussi expliqué les bienfaits de cette énergie en développant les nouvelles techniques et la modernisation du secteur de la Sonelgaz.

Pour rappel, et comme à chaque début de la saison hivernale, les différentes structures de la SDE préparent un riche programme de sensibilisation contre les risques et

les dangers du gaz où des caravanes sillonnent pratiquement toutes les régions de la wilaya, notamment les agglomérations où le gaz naturel venait d'être raccordé.

Pour cette année, les agglomérations ciblées par les caravanes de sensibilisation sont Bhir Chergui, Harmélia, Rhia, Ouled Zouaï, Fkirina, Aïn Zitoun, Henchir Toumghani, Taxa et Bougherara Saoudi. Le bilan enregistré par les services de la SDE pour l'hiver passé a fait ressortir une douzaine d'intoxications au gaz, quatre autres cas d'asphyxie dus essentiellement à des défaillances des installations d'évacuation des gaz brûlés.

Moussa Chtatha

BOUIRA

Affrontements entre les étudiants de l'UGEL et ceux du DLCA

Des affrontements ont éclaté hier entre les étudiants du département des langues et culture amazighes (DLCA) et ceux de l'UGEL, de l'université Akli Mohand-Oulhadj de Bouira, et auraient causé selon des informations en notre possession une vingtaine de blessés dont un cas grave qui a nécessité son hospitalisation à l'hôpital Mohamed-Boudiaf.

D'après des informations concordantes, des personnes étrangères, munies de couteaux et autres chaînes, se seraient introduites à l'intérieur du campus universitaire et ont menacé les étudiants du DLCA qui étaient en grève depuis plusieurs jours pour demander le départ du chef des agents de sécurité de l'université, responsable selon les étudiants du DLCA de l'agression dont a été victime un des leurs, le 20 avril dernier, alors qu'il essayait d'introduire deux conférenciers, des étudiants du DLCA de Tizi-Ouzou, lesquels furent eux-mêmes agressés par des agents de sécurité et interdits d'accès.

Aussi, pour dénoncer toutes ces agressions et les attitudes des agents de sécurité et leur chef, les étudiants du DLCA et ceux des sciences économiques, ont déclenché une grève illimitée, jusqu'au départ du chef des agents.

Hier, des étudiants affiliés à l'Ugel qui sont apparemment contre cette grève et l'exigence du départ du chef des agents qui est, selon nos informations, un ancien étudiant de l'université Akli-Mohand-Oulhadj affilié à l'Ugel, ainsi que des personnes étrangères à l'université, ont voulu briser la grève en défonçant le portail principal du département des sciences économiques. S'en est suivie une altercation au cours de laquelle plusieurs étudiants du DLCA furent blessés dont certains seront admis à l'hôpital et même hospitalisés.

Hier, tard dans l'après-midi, un calme précaire est revenu dans l'enceinte universitaire mais la grève se poursuivait toujours.

Y. Y.

RELIZANE

Essanafir, une cité mal lotie

Les habitants de la cité populaire appelée «village kariat Essanafir», sise au chef-lieu de Relizane, ne cachent pas leur colère à cause des difficultés quotidiennes qu'ils endurent depuis des années. Ils ont tellement couru après les autorités locales sans obtenir l'aide qu'ils réclament pour l'amélioration de leurs conditions de vie.

En tête des préoccupations des citoyens de ce quartier, on cite l'état de la route qui peut pro-

voquer des dangers certains, notamment chez les enfants. Le manque de transport scolaire

oblige les élèves à parcourir près de 2 km à pied pour rejoindre leur école. Une épreuve difficile que les parents d'élèves ne cessent de dénoncer. C'est pour cela qu'ils exhortent les autorités à penser à construire une école près du quartier. La vie n'est pas facile dans ce quartier avec l'absence de commodités les plus élémentaires. On imagine mal un

quartier privé de trottoirs, isolé et livré à lui-même. Les habitants du village «kariat essanafir» n'ont pour seule issue que le bénéfice d'un plan de développement pour résoudre leurs nombreux problèmes. L'APC de Relizane a bien promis de restaurer la route, mais jusqu'à présent, rien n'est encore fait au grand dam des citoyens.

A. R.

Un centre-ville asphyxié et des travaux qui perdurent

On n'en finit pas avec les travaux qui ont transformé le chef-lieu de la daïra de Relizane en un chantier à ciel ouvert.

Il fait vrai que des projets d'assainissement et de réhabilitation sont en cours pour le bien-être du citoyen relizanais, mais là où des chantiers irritent le plus les habitants, c'est à coup sûr, ceux de la réhabilitation du

boulevard républicain et la rénovation des réseaux d'AEP et d'assainissement.

Ce sont des routes complètement délabrées et qui sont souvent laissées dans un état lamentable alors que les entreprises chargées des travaux ont le devoir de réparer ce qu'elles laissent comme dégâts. En plus, les canalisations d'eau potable, et surtout de téléphonie fixe, sont dans un état très critique. Preuve en est que les travaux entrepris ont sérieusement endommagé la canalisation

centrale d'AEP causant une pénurie d'eau de plusieurs jours. La rue des Castors connaît son opération d'embellissement. Seulement, les travaux durent depuis près d'un an et le chantier n'est pas à son terme.

Quand on voit de près des ouvriers qui «travaillent» avec comme seuls outils, une brouette et quelques pioches et pelles, l'on est censé croire que les travaux ont encore de beaux jours devant eux.

A. R.

JOURNÉES D'ENSEIGNEMENT
À L'EHU D'ORAN

L'AVC, un problème majeur de santé publique

L'EHU d'Oran organise depuis hier et jusqu'à aujourd'hui, les journées d'enseignements de postgraduation en neurologie vasculaire, avec pour objectif, certes, la formation mais aussi, la sensibilisation.

Cet établissement public, qui s'est doté depuis plus d'une année d'une unité de prise en charge des AVC en neurologie, reçoit quotidiennement 3 à 4 cas d'AVC, confirmant ainsi les statistiques sur cette pathologie.

Dans le monde, les AVC sont un problème de santé publique majeure, puisque l'OMS projette une augmentation de l'incidence des AVC à 23 millions en 2030 dans le monde. En Algérie, l'on parle de 40 000 nouveaux cas chaque année, alors que les AVC représenteraient la 3^e cause de décès et la première cause de handicap, toujours dans notre pays. D'où l'urgence, certes, de prise en charge mais d'actions de sensibilisation et de prévention, d'autant que 25% des cas d'AVC touchent des personnes de moins de 40 ans, avec comme facteur de risque le tabac et l'alcool.

A l'EHU d'Oran, la Direction a profité de cette rencontre pour annoncer leur intention d'ouvrir un Service médical des urgences et de réanimation (Smur). Pour cela, une ambulance a été commandée mais n'aurait toujours pas été livrée. Ce service devrait également être doté d'un numéro vert, permettant aux citoyens d'appeler en urgence le service en cas d'AVC et de crise cardiaque.

Tous les praticiens s'accordent pour dire qu'un laps de temps de 4 heures ne doit pas être dépassé si l'on veut prendre en charge et traiter les personnes ayant subi un AVC. Les risques de séquelles sont lourds, ils provoquent, entre autres, des paralysies.

Fayçal M.